



CHAPITRE 112

Loi concernant la Ville de Sainte-Thérèse

[Sanctionnée le 18 juin 1971]

CHAPTER 112

An Act respecting the City of Sainte-Thérèse

[Assented to 18th June 1971]

Préambule.

ATTENDU que la Cité de Sainte-Thérèse, a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 84 des lois de 1951/1952 et les lois qui la modifient, soient refondues et que des pouvoirs spéciaux lui soient accordés;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cet effet et qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Existence continuée.

1. La corporation de cité constituée par l'article 1 du chapitre 82 des lois de 1958/1959 continue d'exister et est désormais connue et désignée en français sous le nom de « Ville de Sainte-Thérèse ».

Cité remplacée par ville.

Ledit chapitre est modifié, dans le texte français, en remplaçant par le mot « ville » le mot « cité » chaque fois que celui-ci est employé pour désigner la Ville de Sainte-Thérèse.

Interprétation.

Dans toute loi ou proclamation, tout arrêté en conseil, contrat ou document, l'expression « Cité de Sainte-Thérèse » désigne la Ville de Sainte-Thérèse.

Idem.

Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, l'emploi du mot « cité » au lieu du mot « ville » n'entraînera pas nullité.

Causes pendantes.

Les causes pendantes à l'entrée en vigueur de la présente loi et auxquelles la Ville de Sainte-Thérèse est partie peu-

WHEREAS the City of Sainte-Thérèse has by its petition represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 84 of the statutes of 1951/1952 and the acts amending it, be consolidated, and that special powers be granted to it;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purpose and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The city corporation constituted by section 1 of chapter 82 of the statutes of 1958/1959 shall continue to exist and shall henceforth be known and designated in French as "Ville de Sainte-Thérèse".

The French text of the said chapter is amended by replacing the word "cité" by the word "ville" wherever the former is used to designate the City of Sainte-Thérèse.

In any act, proclamation, order in council, contract or document, the expression "Cité de Sainte-Thérèse" means "Ville de Sainte-Thérèse".

Notwithstanding any other provision of this act, use of the word "cité" instead of the word "ville" shall not entail nullity.

Cases pending at the coming into force of this act to which the City of Sainte-Thérèse is a party may be continued to

vent être continuées jusqu'à jugement et exécution comme si la présente loi n'avait pas été adoptée.

judgment and execution as if this act had not been passed.

1951/52,
c. 84, a.
12, ab.

2. L'article 12 du chapitre 84 des lois de 1951/1952 est abrogé.

2. Section 12 of chapter 84 of the statutes of 1951/1952 is repealed. 1951/52,
c. 84, s.
12, re-
pealed.

Id., a. 19,
ab.

3. L'article 19 du chapitre 84 des lois de 1951/1952 est abrogé.

3. Section 19 of chapter 84 of the statutes of 1951/1952 is repealed. Id., s. 19,
repealed.

Id., a. 21,
ab.

4. L'article 21 du chapitre 84 des lois de 1951/1952 est abrogé.

4. Section 21 of chapter 84 of the statutes of 1951/1952 is repealed. Id., s. 21,
repealed.

Id., a. 22,
remp.

5. L'article 22 du chapitre 84 des lois de 1951/1952 est remplacé par le suivant:

5. Section 22 of chapter 84 of the statutes of 1951/1952 is replaced by the following: Id., s. 22,
replaced.

Durée du
scrutin.

« **22.** Le scrutin dure deux jours juridiques, depuis neuf heures du matin jusqu'à huit heures du soir.

« **22.** The poll shall be held on two juridical days from nine o'clock in the morning until eight o'clock in the evening. Duration
of poll.

Idem.

Cependant, le conseil peut, par règlement, fixer la durée du scrutin à une seule journée lorsque le nombre des voteurs visés par ledit règlement, est inférieur à deux cent cinquante. »

Nevertheless, the council may order by by-law that the poll be held on one day when the number of voters contemplated in the said by-law is less than two hundred and fifty." Idem.

1951/52,
c. 84, a.
24, remp.

6. L'article 24 du chapitre 84 des lois de 1951/1952 est remplacé par le suivant:

6. Section 24 of chapter 84 of the statutes of 1951/1952 is replaced by the following: 1951/52,
c. 84, s.
24, re-
placed.

Billets
d'assignations.

« **24.** Dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, tout agent de police ou constable constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes de l'infraction, un billet d'assignation qui en indique la nature, remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent de ce véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au département de police de la corporation.

« **24.** In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, any police officer or constable observing such infraction may fill out, at the place where the infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall give the driver of the vehicle or put in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the corporation's police department. Notice of
summons.

Plainte
et sommation.

Les dispositions qui précèdent n'empêchent pas l'agent de police ou le constable, s'il le juge à propos, de porter une plainte et de faire émettre une sommation suivant la loi, sans délivrer ce billet d'assignation.

The foregoing provisions shall not prevent the police officer or constable, if he deems it expedient, from lodging a complaint and causing a summons to be issued according to law, without issuing such notice of summons. Com-
plaint
without
notice.

Paiement
pour
éviter une
plainte.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant au bureau du département de police et en payant, à titre d'amende, la somme fixée par le règlement, laquelle ne doit pas excéder vingt-cinq dollars. Le paiement de l'a-

Every person in possession of such a notice may avoid the lodging of a complaint against him by presenting himself at the police department office and paying, as a fine, the sum fixed by the by-law, which shall not exceed twenty-five dollars. Payment of the fine and the Payment
to avoid
com-
plaint.

mende et le reçu donné par la personne désignée par le conseil libèrent le contrevenant de toute autre peine relativement à cette infraction.

receipt given by the person designated by the council shall free the offender from any other penalty respecting such infraction.

Plainte à la suite de refus, etc.

Si la personne en possession du billet d'assignation refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai spécifié, l'officier de police ou le constable peut porter contre elle une plainte conformément à la loi. »

If the person in possession of the notice of summons refuses or neglects to comply with it within the delay specified, the police officer or constable may lodge a complaint against him according to law." Failure to comply.

1951/52, c. 84, a. 28, ab.

7. L'article 28 du chapitre 84 des lois de 1951/1952 est abrogé.

7. Section 28 of chapter 84 of the statutes of 1951/1952 is repealed. 1951/52, c. 84, s. 28, repealed.

Id., a. 29, ab.

8. L'article 29 du chapitre 84 des lois de 1951/1952 est abrogé.

8. Section 29 of chapter 84 of the statutes of 1951/1952 is repealed. Id., s. 29, repealed.

1958/59, c. 82, a. 3, ab.

9. L'article 3 du chapitre 82 des lois de 1958/1959 est abrogé.

9. Section 3 of chapter 82 of the statutes of 1958/1959 is repealed. 1958/59, c. 82, s. 3, repealed.

Id., a. 9, ab.

10. L'article 9 du chapitre 82 des lois de 1958/1959 est abrogé.

10. Section 9 of chapter 82 of the statutes of 1958/1959 is repealed. Id., s. 9, repealed.

Id., a. 10, remp.

11. L'article 10 du chapitre 82 des lois de 1958/1959 est remplacé par le suivant:

11. Section 10 of chapter 82 of the statutes of 1958/1959 is replaced by the following: Id., s. 10, replaced.

Dépenses de publicité.

« **10.** Le conseil peut, par résolution, autoriser la dépense, à même le revenu général de la ville, de toute somme n'excédant pas au total quinze mille dollars par année, qu'il croit nécessaire ou utile pour annoncer ou faire connaître les avantages de la ville tant au point de vue industriel que commercial, ainsi que pour payer le coût de réceptions officielles qu'il croit convenables de faire et celui de délégations qu'il croit utiles d'envoyer.

“**10.** The council may, by resolution, authorize the expenditure out of the general revenue of the city of any sum, not exceeding in all fifteen thousand dollars annually, which it deems necessary or useful to advertise or make known the industrial and commercial advantages of the city and to pay the cost of any official receptions it deems proper to hold and of the delegations it deems useful to send. Advertisement authorized.

Subventions à des organismes.

Le conseil peut, par résolution, octroyer des deniers ne devant pas dépasser la somme de quinze mille dollars annuellement:

The council may also, by resolution, grant moneys, not to exceed the sum of fifteen thousand dollars annually: Grants.

1. pour aider dans la ville ou ailleurs:

(1) to assist, in the city or elsewhere:

a) toutes sociétés scientifiques, artistiques, littéraires, patriotiques, sportives, agricoles ou avicoles;

(a) any scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, agricultural or poultry-raisers' association;

b) toutes communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;

(b) any religious community, hospital, orphanage or dispensary;

c) toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène sociale, de tourisme, de bien-être social, moral ou physique;

(c) any institution, association, conference or organization for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, tourism or social, moral or physical welfare;

d) toutes associations de scouts et de guides;

(d) any boy scout or girl guide association;

e) tous foyers et maisons de refuge.

2. pour maintenir et aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics, et contribuer à l'entretien des chemins d'hiver en dehors de la ville, le tout aux conditions que le conseil peut imposer. »

(e) any homes or houses of refuge.

(2) to maintain and aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums, and contribute to the upkeep of winter roads outside the city, the whole on such conditions as the council may prescribe."

1958/59, c. 82, a. 13, ab. **12.** L'article 13 du chapitre 82 des lois de 1958/1959 est abrogé.

12. Section 13 of chapter 82 of the statutes of 1958/1959 is repealed.

1958/59, c. 82, s. 13, repealed.

Id., a. 14, ab. **13.** L'article 14 du chapitre 82 des lois de 1958/1959 est abrogé.

13. Section 14 of chapter 82 of the statutes of 1958/1959 is repealed.

Id., s. 14, repealed.

Id., a. 15, ab. **14.** L'article 15 du chapitre 82 des lois de 1958/1959 est abrogé.

14. Section 15 of chapter 82 of the statutes of 1958/1959 is repealed.

Id., s. 15, repealed.

Id., a. 16, ab. **15.** L'article 16 du chapitre 82 des lois de 1958/1959 est abrogé.

15. Section 16 of chapter 82 of the statutes of 1958/1959 is repealed.

Id., s. 16, repealed.

1959/60, c. 124, a. 8, ab. **16.** L'article 8 du chapitre 124 des lois de 1959/1960 est abrogé.

16. Section 8 of chapter 124 of the statutes of 1959/1960 is repealed.

1959/60, c. 124, s. 8, repealed.

Id., a. 10, ab. **17.** L'article 10 du chapitre 124 des lois de 1959/1960 est abrogé.

17. Section 10 of chapter 124 of the statutes of 1959/1960 is repealed.

Id., s. 10, repealed.

Id., a. 12, ab. **18.** L'article 12 du chapitre 124 des lois de 1959/1960 est abrogé.

18. Section 12 of chapter 124 of the statutes of 1959/1960 is repealed.

Id., s. 12, repealed.

Id., a. 13, ab. **19.** L'article 13 du chapitre 124 des lois de 1959/1960 est abrogé.

19. Section 13 of chapter 124 of the statutes of 1959/1960 is repealed.

Id., s. 13, repealed.

Id., a. 14, ab. **20.** L'article 14 du chapitre 124 des lois de 1959/1960 est abrogé.

20. Section 14 of chapter 124 of the statutes of 1959/1960 is repealed.

Id., s. 14, repealed.

Achat de terrains à l'extérieur. **21.** La ville peut acheter des terrains en dehors des limites de son territoire pour d'autres fins que l'aqueduc et plus précisément pour fin d'approvisionnement de gravier, pour l'installation d'un dépôt à neige après entente avec l'autre municipalité et sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales.

21. The city may purchase land outside its territory for purposes other than waterworks, and more specifically for the supply of gravel or the establishment of a snow disposal area, after agreement with the other municipality and subject to approval by the Minister of Municipal Affairs.

Acquisitions for waterworks, etc.

Entrée en vigueur. **22.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

22. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.